

La place du secteur coopératif dans le nouveau modèle de développement marocain : étude de cas des coopératives des jeunes promoteurs dans la Région de l'Oriental

Amine, ELQAITI

Doctorant

Faculté des lettres et sciences humaines d'Oujda

elqaitiamine@gmail.com

Samira, ACHAMKIK

Cadre supérieur et chercheuse en économie sociale et solidaire

achamkiksamira@gmail.com

Mohammed Amine, HAFIANE

Enseignant-chercheur

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Oujda-

LURIGOR

a.hafiane@ump.ac.ma

Résumé

La place du secteur coopératif dans le nouveau modèle de développement marocain : étude de cas des coopératives des jeunes promoteurs dans la Région de l'Oriental

Cet article vise à comprendre d'une part le modèle marocain de l'économie sociale et solidaire et ses acteurs, en étudiant spécifiquement les coopératives et leur participation au développement de la région de l'Oriental. A cet effet, nous avons réalisé une étude qualitative exploratoire portant sur 30 coopératives des jeunes ayant bénéficié d'une subvention octroyée par le conseil de la région de l'Oriental durant la période 2019-2020. Les résultats de notre étude montrent que la contribution de ces coopératives dans la création de nouveaux emplois pour les jeunes reste faible en l'absence des mesures d'accompagnement et des outils de gestion et de la bonne gouvernance, le facteur financier ne constitue pas la principale source de motivation des jeunes pour la création des coopératives, et ne présente pas une barrière principale pour leur continuité et leur réussite.

Mots clés : Economie sociale et solidaire (ESS), le secteur des coopératives, le chômage, la croissance économique, le modèle de développement économique.

Abstract

The Role of the Cooperative Sector in the New Moroccan Development Model: Case Study of Young Promoter Cooperatives in the Eastern Region

This article aims to understand on the one hand the Moroccan model of the social and solidarity economy and its actors, by specifically studying cooperatives and their participation in the development of the eastern region. To this end, we carried out an exploratory qualitative study of 30 youth cooperatives that received a grant from the Eastern Region Council during the period 2019-2020. The results of our study show that the contribution of these cooperatives in the creation of new jobs for young people remains weak in the absence of accompanying measures and management tools and good governance, the financial factor is not the main source of motivation for young people to set up cooperatives, and does not present a main barrier to their continuity and success.

Keywords: Social and solidarity economy (SSE), cooperative sector, unemployment, economic growth, economic development model.

الملخص

مكانة القطاع التعاوني في النموذج التنموي المغربي الجديد: دراسة التعاونيات الناشئة من طرف الشباب في المنطقة الشرقية

يهدف هذا المقال إلى فهم النموذج المغربي للاقتصاد الاجتماعي والتضامني والجهات الفاعلة فيه ، من خلال دراسة التعاونيات بشكل خاص ومشاركتها في تنمية المنطقة الشرقية من جهة. وتحقيقا لهذه الغاية ، قمنا بإجراء دراسة نوعية استكشافية لـ 30 جمعية تعاونية شبابية استفادت من الدعم الممنوح من مجلس المنطقة الشرقية خلال الفترة 2019-2020. تظهر نتائج دراستنا أن مساهمة هذه التعاونيات في خلق فرص عمل للشباب تظل ضعيفة في ظل غياب تدابير الدعم وأدوات الإدارة والحوكمة الرشيدة ، فإن العامل المالي لا يشكل المصدر الرئيسي لتحفيز الشباب على الخلق. التعاونيات ، ولا تشكل عائقًا رئيسيًا لاستمراريتها ونجاحها.

الكلمات المفتاحية: الاقتصاد الاجتماعي والتضامني ، القطاع التعاوني ، البطالة ، النمو الاقتصادي ، نموذج التنمية الاقتصادية.

Introduction :

Depuis longtemps, et suite aux mutations mondiales, notamment les crises financières et les déficits budgétaires, l'Etat se trouve incapable de faire face aux fléaux socioéconomiques liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale, d'où la nécessité de développer une autre économie caractérisée par la capacité de concilier l'initiative et solidarité. Cette économie peut être regroupée sous les vocables divers : économie solidaire, volontaire, communautaire, tiers secteur (Yahayaoui et Bentahar, 2011).

L'économie sociale et solidaire peut être définie par les valeurs sur lesquelles elle se base, la citoyenneté et la solidarité. Elle est définie également par ce qu'elle produit. La production de l'économie solidaire ne se résume pas seulement à l'économique, mais aussi au social, c'est un nouveau moyen de changement social qui permet de créer des valeurs et de consolider les liens sociaux entre les différents citoyens (Yahayaoui et Bentahar, 2011).

Au Maroc, comme dans les autres pays du monde, les pratiques de l'économie sociale et solidaire ne sont pas récentes mais elles remontent concrètement aux traditions économiques, sociales et culturelles connues à travers la longue histoire sociale et religieuse des pays (Askour et Sadik, 2020).

Toutefois, il faut noter qu'au niveau local, le concept de l'économie sociale et solidaire est considéré comme une nouvelle mouvance et un nouveau mode alternatif de développement permettant de corriger les inégalités territoriales.

Askour et Sadik, 2020 considèrent que ces derniers sont de plus en plus nombreux puisqu'ils naissent essentiellement en marge d'un système socio-économique en crise dont la principale caractéristique est la prédominance d'une approche exclusive. Ainsi, que ces territoires sont souvent ruraux et caractérisés par des flux migratoires importants et un faible dynamisme économique.

Pour atténuer ces disparités territoriales, quelques tentatives de redressement socio-économiques sont observées ces dernières années au Maroc, relevant d'actions aussi bien étatiques que citoyennes, menées généralement par des acteurs locaux comme les coopératives, les associations, etc. Dans les deux cas de figure, l'économie sociale et solidaire (ESS) représente le cadre institutionnel le plus mobilisé pour contrer cette tendance exclusive des choix de développement du pays (Askour et Sadik, 2020).

Mergoum et Hinti, 2016 considèrent que les coopératives représentent un modèle d'entreprise de l'économie solidaire et sociale qui a su associer la performance économique et la satisfaction des intérêts collectifs de ses membres. A travers leur structure économique stable orientée principalement vers les besoins des membres, leur communauté et leur territoire, les coopératives jouent un rôle important dans le développement économique spécialement dans les pays émergents (Mergoum et Hinti, 2016).

Dans notre pays le Maroc, dont le projet de régionalisation est dans un état bien avancé, l'économie solidaire se voit jouer un rôle important dans le développement régional et local.

Pour Majidi et Zenasni, 2021 au Maroc Il s'agit d'améliorer la gouvernance du secteur de l'économie solidaire et de l'inscrire dans la régionalisation avancée. Ils soulignent qu'il faut mobiliser les initiatives locales par des actions de soutien, de promotion et de professionnalisation.

Majidi et Zenasni, 2021 ajoutent, que le but étant de créer plus de synergie et d'efficacité dans la mise en place et l'exécution de programmes structurants. Et aussi d'organiser l'autonomie des organes existants ou futurs de la gouvernance du secteur (Majidi et Zenasni, 2021).

La région de l'Oriental se spécifie par plusieurs potentialités aussi bien de ressources humaines (jeunes diplômés de toutes catégories et spécialités, des grandes écoles, des instituts de la formation professionnelle,...) que de richesses naturelles et minière, d'où l'importance de profiter des apports de l'économie sociale et solidaire pour assurer une meilleure croissance économique.

Majidi et Zenasni, 2021 considèrent que malgré la situation géostratégique de la région de l'Oriental, ses potentialités, ses projets structurants, qui contribuent tous à créer un environnement incitatif aux affaires, les inégalités territoriales persistent encore notamment dans les zones frontalières d'après la fermeture des frontières Maroc -Algérie.

Nous ajoutons aussi les conséquences néfastes de la pandémie COVID-19 sur le pouvoir d'achat de la population dans la région de l'Oriental, suite à la perte d'un grand nombre d'emplois, ce qui a entraîné une augmentation du taux de chômage qui est passé à 15% en 2021. Cette région se caractérise par un tissu économique faible et fragile.

Dans ce contexte, le conseil de la région de l'Oriental en tant qu'acteur principal jouissant d'une prééminence par rapport aux autres collectivités territoriales pour enclencher la dynamique territoriale, a mis en œuvre des efforts inestimables pour l'amélioration des conditions de vie de la population des zones frontalières, ainsi que son intégration dans le domaine économique local et régional à travers la réalisation des programmes de développement et la promotion de la création des AGR « Activités Génératrices des Revenus » par l'appui des structures de la société civile notamment les coopératives et les associations.

Le Conseil de la région de l'Oriental a mis en place un ensemble de mesures contribuant au développement de l'économie régionale et à la création de nouveaux emplois, tout en œuvrant à créer une forte économie solidaire et durable. (Majidi et Zenasni, 2021).

La région de l'Oriental enregistre le taux de chômage le plus élevé du pays, soit 20,7% en 2020. Ce phénomène a augmenté de 6,9 points et dépasse la moyenne nationale de 8,8 points aussi bien dans le milieu rural qu'urbain (HCP). En cause, "la sécheresse, conjuguée aux répercussions économiques de la crise

sanitaire". A cet effet, et dans ce contexte qui est caractérisé par la vulnérabilité de l'emploi des jeunes, la promesse de l'économie sociale et solidaire s'avère intéressante. (Majidi et Zenasni, 2021).

Le présent article s'intéresse à comprendre d'une part le modèle marocain de l'économie sociale et solidaire et ses acteurs et d'autre part à présenter les résultats de notre étude qualitative exploratoire autour des coopératives des jeunes promoteurs situées dans la région de l'Oriental ayant bénéficié des subventions octroyées par le conseil de la région de l'Oriental depuis l'année 2018 jusqu'à l'année 2021.

1. Cadre conceptuel de l'économie sociale et solidaire

Le concept de l'ESS change en fonction du contexte historique et des caractéristiques de chaque territoire. De ce fait, il existe plusieurs dénominations et définitions de ce modèle économique notamment l'économie sociale, l'économie solidaire, l'économie plurielle, l'économie de développement communautaire, le tiers secteur à finalité sociale, le tiers secteur et l'économie de proximité (Laville, 2016).

Tableau 1 : les concepts de l'économie sociale et solidaire

Nom de l'auteur	Définitions
Desroche (1983)	Définit cette économie à partir des composantes certaines (l'entreprise associative, l'entreprise coopérative et l'entreprise mutualiste) et des composantes incertaines (l'entreprise communale, l'entreprise communautaire, l'entreprise paritaire et l'entreprise participative).
Defourny (1991)	Caractérise l'économie sociale et solidaire en se basant sur la conciliation du statut juridique avec les valeurs. Pour lui, pour qu'une activité soit de l'ESS, elle doit obéir principalement aux cinq principes suivants : la finalité de service aux membres ou à la collectivité, l'autonomie de gestion, le processus de décision démocratique, la primauté des personnes et du travail sur le capital, la participation, et la responsabilité individuelle et collective.
Musgrave et Musgrave (1991),	L'affectation des ressources, la redistribution des revenus et de la richesse et la régulation des déséquilibres dans différents domaines du système.
Vienney (1994)	l'ESS est une combinaison d'un regroupement de personnes et d'une entreprise produisant des biens ou services avec certaines règles relatives aux différents liens entre les acteurs.
Laville	l'ESS est une hybridation de l'économie marchande, de l'économie

(1994)	non marchande (appui sur le rôle de l'Etat) et de l'économie non monétaire (réciprocité et don).
(Collette et Pigé, 2008)	L'économie sociale et solidaire est définie selon cinq critères notamment la libre adhésion, la non-lucrativité individuelle, la gestion démocratique, l'utilité sociale ou collective du projet et la mixité des ressources.
Enjolras (2000)	Se penche sur le rôle des logiques mises en œuvre dans les associations. Ces dernières sont destinées à gérer les tensions entre plusieurs formes de coordination marchande, solidaire, domestique, administrative et démocratique.
Monzón et Chaves (2012)	l'ESS est considérée comme un ensemble d'organisations partageant des valeurs et des principes leur permettant un développement social et économique d'une société.

Source: Adapté d'Ahnach et Rachidi, 2020

Sur la base de ces définitions citées dans le tableau 1, nous pouvons définir l'ESS comme étant l'ensemble des activités économiques où le but principal n'est pas le profit. Ces activités peuvent prendre plusieurs formes : associations, coopératives et mutuelles. La nature des activités de l'ESS peuvent être : insertion sociale, culture, logement, sport, développement communautaire, etc.

2. L'économie sociale et solidaire dans le contexte Marocain

Les pratiques de l'économie sociale et solidaire tiennent leurs racines dans la société marocaine depuis longtemps. Il s'agit d'une pratique ancienne dans la société marocaine depuis longtemps car elle émane de la religion musulmane et de l'esprit de solidarité, aussi bien dans les familles que dans les tribus, surtout à la campagne (Yahayaoui et Bentahar, 2011).

La pratique de l'ESS trouve ses origines dans la consolidation du principe de solidarité entre des grandes familles et des groupes tribaux. Avant le XIX^{ème} siècle jusqu'à nos jours, le système social à la campagne s'est basé à travers le Maroc sur la tribu qui est solidaire dans toutes les circonstances, même en cas d'affrontements : litiges de terre, conflits, crimes ...etc (Yahayaoui et Bentahar, 2011).

Yahayaoui et Bentahar, 2011 considèrent que l'ESS tient ses origines de la religion, en illustrant la solidarité entre les musulmans par la *Zakate* qui est l'un des piliers de la religion musulmane. La *Zakate* est une obligation où les riches aident les pauvres pendant le *Achoura* selon des critères déterminés par la religion musulmane et qui se base sur le gain ou la fortune de chacun. La base de La *Zakate* soit sur la fortune pour donner la *Zakat* en argent, soit sur le nombre de bêtes

(Ovins, bovins, dromadaires) qu'on possède et on la donne alors en bêtes, soit enfin sur la quantité récoltée en blé, orge ou maïs (Yahayaoui et Bentahar, 2011).

Yahayaoui et Bentahar, 2011 ajoutent que l'ESS tire ses origines d'un angle social, d'une pratique connue surtout dans la campagne qui est la *Touiza*. Pour la moisson qu'on exécutait à la faucille, plusieurs agriculteurs moissonnaient le champ de chacun et à tour de rôle. Après la moisson, c'est le même système qui est employé pour le battage avec le rassemblement de plusieurs chevaux et mulets. Il en est de même pour les labours et les semences. Pour Yahayaoui et Bentahar, 2011 *La Touiza* est employée aussi pour les constructions de moissons, bergeries, creusement de puits ... etc. Elle est utilisée notamment par les gens qui n'ont pas de moyens financiers pour faire face aux frais de main-d'œuvre.

Touhami, 2013 considère que le secteur de l'ESS en tant que modèle formel au Maroc a été consolidé à la fin des années 1980 et au début des années 1990 après l'application du plan d'ajustement structurel. Ainsi, le désengagement de l'État de plusieurs secteurs économiques et sociaux, ce qui avait des effets néfastes sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat de la population et sur l'offre de services publics. Durant les années 80, le Maroc a connu de profonds changements notamment d'ordre économique, politique, démographique et social (Touhami, 2013).

Ahnach et Rachidi, 2020 ajoutent que l'ESS a été renforcée par les politiques publiques marocaines qui se sont orientées vers le développement humain par le lancement de plusieurs programmes permettant aux populations démunies et précaires d'accéder aux services sociaux de base, nous citons le PERG¹, le PAGER², le PNCR³, le BAJ⁴, L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (2005), le chantier de la régionalisation avancée (2015).

Ahnach et Rachidi, 2020 considèrent que les stratégies sectorielles mises en place interpellent les entités de l'ESS à jouer un rôle crucial en termes de mobilisation de la population cible et de concrétisation et accompagnement des projets

3. Place du secteur de l'économie sociale et solidaire dans le nouveau modèle de développement inclusif

Les organisations de l'économie sociale et solidaire apparaissent en période des crises sociales, particulièrement parmi les populations exclues ou marginalisées pour des raisons ethniques, géographiques ou historiques (Defourny et Develtere 1999).

1Programme d'Electrification Rurale Généralisé

2Programme d'Approvisionnement Groupé en Eau potable des populations Rurales

3Programme National de Lutte Contre la Rage

4Barnamaj Aoulaouiyyat Jtimaiya (Programme des Priorités Sociales)

Le principe de solidarité et l'utilité sociale constituent les principes fondamentaux de l'ESS. Les entreprises de l'ESS cherchent de concilier l'activité économique et l'utilité sociale. Il s'agit d'un ensemble d'entreprises organisées sous différentes formes juridiques : les coopératives, les mutuelles, les associations, les fondations et les entreprises sociales. Elles ont pour objectif de favoriser la cohésion sociale et la création d'emplois avec la catégorie discriminée et démunie. Les activités économiques sont axées sur l'humain plus que sur le capital et la lucrativité individuelle laisse place au bien-être collectif. Le modèle économique de l'ESS est d'abord consacré à l'humain, il poursuit des objectifs sociétaux, tout en favorisant le développement local à travers la création de richesse (activité, emploi, lien social). Ces entreprises allient performance économique durable, impact environnemental, développement de l'emploi, lien social et rayonnement territorial.

L'économie sociale et solidaire prévoit la nécessité d'intégrer à la politique de développement d'un pays des valeurs de la solidarité, de coopération et d'association. Toutes ces valeurs que portent l'ESS, nous les retrouvons dans la définition de la croissance inclusive. Cette croissance compte allier une solide performance économique et une amélioration du niveau et de la qualité de vie des citoyens.

La croissance inclusive est en convergence avec les objectifs du développement durable et vise à améliorer la cohésion économique, sociale et territoriale. Il s'agit à la fois d'une inclusion sociale, d'inclusion industrielle et d'inclusion territoriale (Bassi, 2020).

Bassi, 2020 considère que la croissance inclusive a double objectifs, une performance économique solide et une amélioration du niveau et de la qualité de vie des citoyens. C'est en prenant compte les catégories de population précaire et les défis sociaux, les secteurs d'activités abandonnés ou non explorés et les zones géographiques qui restent à découvrir, qu'un nouveau souffle est injecté à la croissance économique d'un pays.

Le secteur de l'économie sociale et solidaire a une place cruciale dans le nouveau modèle de développement, puisque les principes de l'ESS se basent simultanément sur le dynamisme économique, la protection sociale et environnementale et l'émancipation sociopolitique selon une démarche à la fois intégrée et équilibrée.

4. Économie sociale et solidaire et développement de la région de l'Oriental

D'après les données publiées par l'ODCO (l'Office du Développement de la Coopération), le nombre des coopératives au Maroc en fin 2020 a atteint 40531 coopératives. Le phénomène de ces entités a été caractérisé par un développement remarquable dans toutes les régions du Royaume.

Tableau 2 : Répartition des coopératives au Maroc par région (en fin 2020)

Région	Nombre de coopératives	Nombre des adhérents
L'ORIENTAL	5517	79602
MARRAKECH SAFI	4364	88528
FES -MEKNES	4281	52152
CASABLANCA SETTAT	3966	92198
SOUSS MASSA	3929	56781
RABAT SALE KENITRA	3608	57653
TANGER TETOUAN AL HOCHEMA	3065	49120
DARAA TAFILALT	3058	60216
BENI MELLAL KHENIFRA	2831	68977
GUELMIM OUD NOUN	2775	20157
LAAYOUNE SAKIA AL HAMRA	2742	18526
DAKHLA OUED EDDAHAB	395	2991
Total	40531	646901

Source : l'Office du Développement de la Coopération, 2021

Selon le tableau ci-dessus, la région de l'Oriental a pris la position de leader, le nombre des coopératives a atteint 5517 en fin 2020. Suivie par la région de Marrakech Safi et la région de Fès-Meknès. Cela est expliqué par l'importance accordée au secteur de l'économie sociale et solidaire et la quantité des capitaux et des subventions destinées pour financer ce tissu économique dans la région de l'Oriental.

Si on compare les chiffres des années précédentes, la région de l'Oriental a été classée la huitième sur 12 régions avec un nombre des coopératives de 1215 en 2015 contre 5517 en 2020 soit une augmentation importante de 63,9% durant les cinq dernières années.

En ce qui concerne le nombre des adhérents, la région de l'Oriental se classe la troisième après Casablanca Settata et Marrakech Safi avec un nombre de 79602 adhérents en 2020. Cela signifie l'esprit associatif de la population de la région d'une part et d'autre part la morphologie large des coopératives qui existe dans la région et cela en relation avec le nombre des coopératives.

A la lumière des données d l'Office de Développement de la Coopération, nous pouvons ajouter la répartition des coopérations par le secteur d'activité économique. Il s'est avéré que le secteur de l'agriculture est le secteur le plus dominant avec un taux de 64%, suivi du secteur de l'artisanat avec un taux de 20% et de l'habitat de 3%.

Au Maroc, les entités de l'économie sociale et solidaire comprennent différents domaines sociaux et plusieurs catégories. Pour promouvoir le développement éradiqué, la pauvreté et précarité, ces organisations sont devenues, grâce à l'initiative nationale de développement humain, un partenaire

reconnu par l'Etat. En outre, la contribution de ce tiers secteur au développement économique a atteint 3.9% en 2020 et 7.5% de la population active ou 175000 emplois.

D'après les statistiques déjà citées, la région de l'Oriental occupe la première place en termes de nombre de coopératives au niveau du Royaume, et le monde coopératif dans cette région montre un dynamisme important. Ce nombre important des coopératives conjugue l'esprit motivé des autorités locales de la région pour encourager les projets sociaux générateurs d'emplois.

A cet effet, il est intéressant d'estimer la contribution de l'économie sociale et solidaire à la production et à la création d'emploi et donc sa capacité à faire face au fléau de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Dans cet objectif, nous présentons les mesures adoptées par le conseil de la région de l'Oriental pour la promotion du secteur de l'économie sociale et solidaire.

5. Les mesures adoptées par le conseil de la région de l'Oriental pour la promotion du secteur de l'économie sociale et solidaire

Le conseil de la région de l'Oriental a organisé en 2016 le premier débat régional concernant le sujet de l'économie sociale et solidaire, la réussite de ce débat se mesure par la participation des acteurs importants de l'espace coopératif régional, maints experts, coopératives et autres instances concernées, afin de mettre en exergue les contraintes, les insuffisances liées à ce secteur économique.

En effet, parmi les actions qui sont déployées par le conseil de la région de l'Oriental pour renforcer le secteur de l'économie sociale et solidaire dans la région de l'Oriental est la création d'un observatoire Régional de L'Economie Sociale et Solidaire en partenariat avec le Ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale. L'objectif de ce dernier est de :

- Faire connaître les nouvelles initiatives et activités, promouvoir les activités existantes et accompagner les porteurs de projets ;
- Gestion et suivi de tous les projets et programmes orientés vers l'économie sociale par le Conseil de la Région ;
- Faciliter la communication et établir des partenariats entre les composantes de l'économie sociale de la région et les réseaux régionaux, nationaux et internationaux travaillant dans ce domaine ;
- Mettre en place des programmes de formation, d'accompagnement et d'appui technique et managérial au profit des acteurs de l'économie sociale ;
- Collecte de données liées à l'économie sociale et solidaire dans la région ;
- Diffuser des données (statistiques et cartographiques) sur les qualifications des institutions d'économie sociale et solidaire de la région.

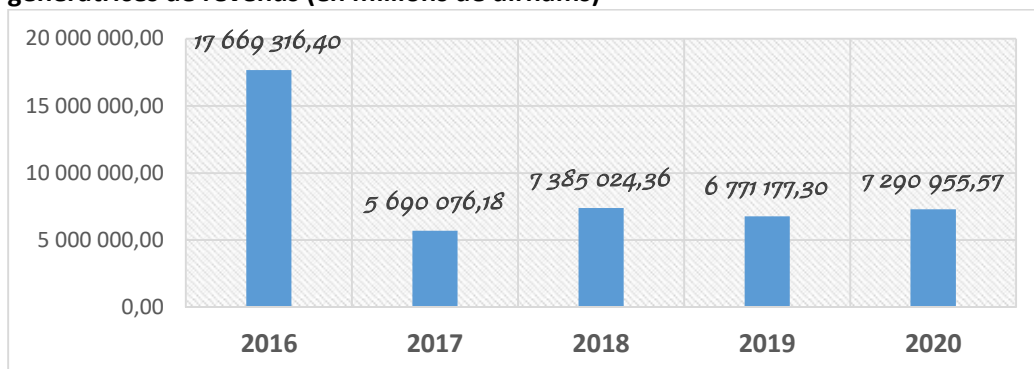
Depuis la création de cet observatoire de l'économie sociale et solidaire, le conseil de la région de l'Oriental a commencé à accueillir les dossiers des associations et des coopératives. Durant toute cette période, un nombre important des coopératives ayant bénéficié des subventions avec une enveloppe budgétaire destinée au financement de ce secteur qui dépasse 225 millions de dirhams.

Le conseil de la région de l'Oriental a créé un fonds pour patronner l'investissement social à travers un programme intitulé Coop Oriental. Ce dernier a subventionné les coopératives installées dans les différentes villes de la région de l'Oriental et opérant dans plusieurs secteurs d'activités économiques.

En outre, le conseil de la région de l'Oriental a adopté des conventions cadres avec l'INDH dans le cadre du programme de développement de la région de l'Oriental visant la promotion des activités génératrices de revenus et de l'intégration socio-économique des jeunes. Un appui aux coopératives et associations s'activant notamment dans les domaines de l'élevage, de l'artisanat et des produits de terroir. Ces efforts déployés portent notamment sur l'achat des matières premières aux profits des jeunes promoteurs et la mobilisation des terrains agricoles au niveau des provinces de la région de l'Oriental visant à générer d'avantage d'emplois chez les jeunes.

Le graphique ci-dessous présente la répartition de l'enveloppe budgétaire destinée au financement des activités génératrices de revenus durant la période 2016-2020. Le conseil de la région de l'Oriental a dépensé plus de 44 millions de dirhams pour le financement de ces activités.

Figure 1 : L'enveloppe budgétaire destinée au financement des activités génératrices de revenus (en millions de dirhams)



Source : Auteurs (partir des données du Conseil de la Région de l'Oriental, 2021)

Dans le même cadre, le conseil de la région l'Oriental a subventionné les coopératives des jeunes promoteurs dans différents secteurs d'activités au niveau des provinces de la région de l'Oriental. Le nombre de ces coopératives est de 30 avec plus de 162 adhérents, soit un moyen de 5 adhérents pour chaque coopérative.

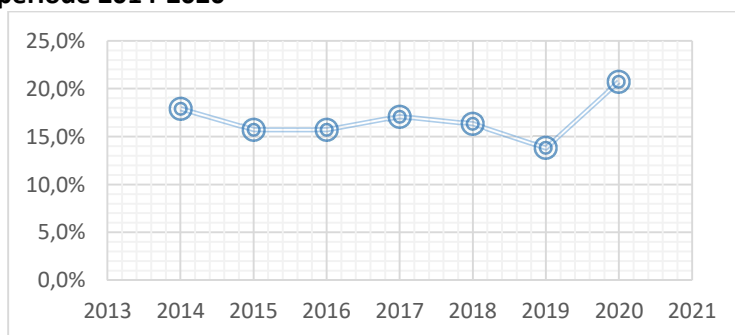
En outre, le conseil de la région de l'Oriental a adopté une convention de partenariat visant la création d'une plateforme logistique de valorisation, de conditionnement, d'emballage de promotion et de commercialisation des produits locaux et du terroir avec une enveloppe budgétaire de 195 millions de dirhams.

Dans le même cadre, le conseil de la région de l'Oriental a organisé des salons pour l'économie sociale et solidaire. Cette rencontre constitue une occasion d'une importance capitale pour la promotion des produits du terroir qui fleurissent abondamment dans la Région de l'Oriental. Il vise également à mettre en relief le capital du savoir-faire et du faire-valoir du tissu coopératif de la région dans le domaine de la production des produits de terroirs en termes d'inventivité, de qualité et de compétitivité.

La mise en œuvre de tous ces efforts déployés par le conseil de la région de l'Oriental a permis à travers le renforcement du secteur de l'économie sociale et solidaire de créer plus de 6000 postes d'emplois dans les différentes provinces de la région de l'Oriental.

En parallèle des projets d'investissements qui sont implantés dans la région de l'Oriental, et qui ont permis de créer également des opportunités d'emplois notamment chez les jeunes, le secteur de l'économie sociale et solidaire a contribué largement à résorber le taux de chômage à travers la création de plus de 6000 postes d'emplois. En effet, l'ensemble de ces efforts déployés par le conseil de la région de l'Oriental a contribué à la réduction du taux de chômage de 1,9%, il est passé de 15,7% en 2015 à 13,8% en 2019.

Figure 2 : l'évolution du taux de chômage dans la Région de l'Oriental durant la période 2014-2020



Source : HCP, 2021

Le graphique ci-dessus montre l'évolution du taux de chômage dans la région de l'Oriental entre la période 2014-2020. Pendant l'année 2019 la région de l'Oriental a enregistré une baisse remarquable grâce aux efforts déployés par les acteurs publics notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Or, le chômage dans la région de l'Oriental persiste encore, et c'est la population jeune qui représente la catégorie la plus touchée par le chômage et la vulnérabilité.

Donc, malgré l'intérêt affiché par les acteurs locaux, le développement du secteur de l'économie sociale et solidaire reste en deçà des espérances. La

croissance économique dans la région de l'Oriental reste faible et le taux de chômage augmente de plus en plus et s'élève à 20% surtout dans un contexte marqué par la crise sanitaire liée au COVID-19. Donc, l'impact de cette forte dynamique constatée au niveau de la création des coopératives devrait être relativisé eu égard à l'existence d'une proportion non négligeable de coopératives en situation d'inactivité ou de manque d'activité.

Les déterminants de cette inactivité proviennent d'une multitude de facteurs ayant trait à la nature des coopératives et à ses aspects juridiques, organisationnels et matériels intrinsèques. D'autres contingences pèsent également sur leur action. C'est ainsi que les logiques comportementales et cognitives des acteurs, sans parler des objectifs entrepreneuriaux de création de valeurs qui pourraient les animer, devraient recevoir beaucoup plus d'attention car ils constituent des vecteurs d'action et des variables déterminantes de succès pour « entreprendre dans la diversité » (Aomar, Ibourk, 2014).

Partant de ce constat, la présente étude s'interroge sur la capacité réelle du secteur de l'économie sociale et sociale à assurer un développement dans la région de l'Oriental tout en prenant en considération les spécificités de cette région. Sur la base des données qui sont collectées à l'aide d'un guide d'entretien qui a été effectué auprès de 30 coopératives des jeunes promoteurs ayant bénéficié des subventions accordées par le conseil de la région de l'Oriental durant la période 2019-2020.

6. Le niveau d'accompagnement des coopératives dans la Région de l'Oriental : une étude exploratoire

6.1. Méthodologie de recherche

Pour répondre à nos questions de recherche, nous avons fait le choix d'une étude qualitative à visée interprétative (Savoie-Zajc, 2011), et plus spécifiquement d'une étude multicas (30 coopératives) (Merriam, 1988) présentant l'avantage de développer la compréhension du phénomène étudié à travers l'examen de chaque cas et de l'articulation de ce dernier avec son contexte (Hamel, 1997).

En ce qui concerne la méthode de collecte des données, notre étude empirique porte sur 30 coopératives des jeunes promoteurs ayant bénéficié des subventions octroyées par le conseil de la région de l'Oriental sur deux années (2019-2020) et en deux tranches, ces coopératives opérant dans différents secteurs d'activité au niveau des provinces de la région de l'Oriental. 6 coopératives ont restitué les subventions et elles n'ont pas réussi leurs activités, d'autres coopératives souffrent d'une certaine instabilité, et sont moins avancées au niveau de la gestion.

La démarche qualitative qualifiée par Evrard et al. (2000) comme le moyen le plus performant pour faire émerger les motivations et les attitudes, nous avons

opté la technique d'entretien semi-directif pour soulever les principaux facteurs de l'inactivité de ces coopératives.

A cet effet, nous avons établi un guide d'entretien comportant des questions adressées aux acteurs de ces coopératives des jeunes promoteurs. Plusieurs critères ont été pris en compte lors de la réalisation des entretiens. Il s'agit notamment de déterminer les types de personnes à interviewer, le nombre d'interviewés et les axes de l'entretien. Nous avons mené les entretiens face à face ou des entretiens téléphoniques avec les propriétaires de ces coopératives dans les différentes villes de la région de l'Oriental.

Présentation de l'étude

Dans le cadre de notre recherche sur le sujet de l'économie sociale et solidaire, nous menons une étude sur les coopératives des jeunes promoteurs au niveau de la région de l'oriental. Nous vous prions de bien vouloir répondre aux questions suivantes et nous vous garantissons la confidentialité des renseignements que vous allez nous communiquer. Nous vous remercions d'avance pour votre collaboration.

Fiche technique de la coopérative

Coopérative..... Le Secteur d'activité..... La date de création de la coopérative.....La ville.....Le nombre des adhérents..... La subvention octroyée.....

Thèmes à aborder

Les motivations
Le niveau d'accompagnement
Les contraintes

Notre étude s'est déroulée durant les mois Aout et septembre 2021. La durée moyenne de chaque entretien est de 30 minutes. Lors de ces entretiens, nous avons pris soin de ne pas interrompre les propos des personnes interrogées dans le but de leur permettre de s'exprimer librement.

D'après le tableau ci-dessous, Notre étude porte sur 30 coopératives réparties sur les différentes provinces de la région de l'Oriental et opérantes dans différents secteurs d'activités au niveau de la région de l'Oriental. La plupart de ces coopératives son nouvellement créées, elles ont une durée maximum de 4 ans. Ces coopératives comportent plus de 162 adhérents et bénéficient des subventions qui dépassent 4 MDH.

Tableau 3 : Liste des coopératives objet de l'étude

Dénomination des Coopératives	Ville	La durée de la coopérative	Le Secteur d'Activité	La taille de la coopérative (nombre des adhérents)
COOPERATIVE A1	Jerrada	4 ans	Agriculture	6
COOPERATIVE A2	Oujda	4 ans	Transport	5
COOPERATIVE A3	Oujda	4 ans	Commerce Electronique	5
COOPERATIVE A4	Ben Tayeb	4 ans	Industrie	6
COOPERATIVE A5	Jerrada	3 ans	Agriculture	5
COOPERATIVE A6	Oujda	3 ans	Artisanat	5
COOPERATIVE A7	Bouaarfa	3 ans	Service	5
COOPERATIVE A8	Nador	3 ans	Artisanat	5
COOPERATIVE A9	Nador	3 ans	Service	6
COOPERATIVE A10	Nador	4 ans	Service	5
COOPERATIVE A11	Nador	4 ans	Service	5
COOPERATIVE A12	Nador	4 ans	Commerce	6
COOPERATIVE A13	Nador	3 ans	Service	5
COOPERATIVE A14	Nador	3 ans	Service	5
COOPERATIVE A15	Guercif	4 ans	Formation	5
COOPERATIVE A16	Taurirt	4 ans	Agriculture	6
COOPERATIVE A17	Oujda	4 ans	Artisanat	5
COOPERATIVE A18	Oujda	4 ans	Commerce Electronique	5
COOPERATIVE A19	Oujda	4 ans	Commerce	5

COOPERATIVE A20	Nador	3 ans	Transport	6
COOPERATIVE A21	Nador	3 ans	Transport	6
COOPERATIVE A22	Nador	4 ans	Service	5
COOPERATIVE A23	Nador	4 ans	Service	5
COOPERATIVE A24	Berkane	3 ans	Agriculture	6
COOPERATIVE A25	Berkane	3 ans	Agriculture	6
COOPERATIVE A26	Oujda	3 ans	Denrées Alimentaires	6
COOPERATIVE A27	Oujda	4 ans	Artisanat	5
COOPERATIVE A28	Nador	4 ans	Denrées Alimentaires	6
COOPERATIVE A29	Nador	3 ans	Denrées Alimentaires	5
COOPERATIVE A30	Jerrada	3 ans	Agriculture	6
Total				162

Source : Auteurs (partir des données du Conseil de la Région de l'Oriental, 2021)

6.2. Analyse et discussion des résultats

D'après les rapports des sorties , d'évaluation et de suivi effectués sur le terrain par une équipe de la région de l'Oriental et d'après les entretiens menés avec les responsables des coopératives, nous avons remarqué que certaines coopératives ont restitué les subventions octroyées parce qu'elles n'ont pas démarré leurs activités, d'autres coopératives trouvent des difficultés et des obstacles qui les empêchent d'accomplir pleinement leur rôle de création de valeur économique et d'augmentation de leur chiffre d'affaire.

Donc, pour analyser les résultats de nos entretiens, nous avons adopté la méthode d'analyse de contenu dite catégorielle. Pour ce faire, nous avons identifié des thèmes et nous avons les évalué par le degré d'importance sur la base de leur fréquence.

Catégories	Thèmes	Fréquence*
Les motivations	<ul style="list-style-type: none"> _ Amélioration des conditions de vie et la création des opportunités d'emploi ; _ Augmentation du chiffre d'affaires et la création de la richesse ; _ La valorisation des produits de terroir de la région de l'Oriental ; _ Bénéficier des coûts avantageux lors d'un achat collectif du matériel ; 	Importante Importante Importante Importante
Le niveau d'accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> _ Par le Conseil de la région de l'Oriental _ Assurer une meilleure orientation des coopérateurs notamment durant la phase de démarrage 	Moyen Important
Les contraintes	<ul style="list-style-type: none"> _ Les problèmes de gestion et manque d'expérience des adhérents dans le secteur des coopératives ; _ La taille de la coopérative reste faible (nombre des adhérents est faible) ; _ Le problème d'infrastructure pour les coopératives installées dans les régions défavorisées ; _ La crise sanitaire liée au Covid-19 constitue un handicap réel ; _ Forte dépendance des coopératives aux subventions accordées par les organismes publics ce qui amplifie l'esprit d'assistanat ; _ Manque d'innovation sociale et de création ; _ l'insuffisance des ressources financières pour le financement. 	Majeure Majeure Majeure Majeure Majeure Importante Importante

(*) Notre évaluation est basée sur le nombre des fois des thèmes répétés dans les interviews. Chaque thème à une notation entre 1 et 10 et pour chaque notation contient une évaluation. Si le thème est répété 10 fois notre évaluation est importante, si le thème est répété 5 fois notre évaluation est moyenne.

Les thèmes cités par les personnes ont été classés en trois catégories : les motivations de création des coopératives, le niveau d'accompagnement, et les contraintes rencontrées. Notre objectif principal est d'une part ; déterminer les motivations qui poussent ces jeunes promoteurs à créer une coopérative et le niveau d'accompagnement de ces coopératives par les acteurs publics. Et en

d'autre part, d'étudier les contraintes qui entravent les coopératives des jeunes promoteurs dans la région de l'Oriental à réussir leurs activités.

- **Motivation de création d'une coopérative :**

En ce qui concerne les motivations et les raisons de création d'une coopérative, les interviewés ont été unanimes à dire que la principale motivation qui nous invite à créer une coopératives est le soutien financier (subventions, les dons...), ainsi que les objectifs ultimes de la création d'une coopérative sont l'amélioration des conditions de vie à travers la création d'emploi, l'augmentation du chiffre d'affaire et la création de la richesse, le bénéfice d'un coût avantageux lors de l'achat collectif du matériel, et la valorisation des produits de terroir de notre région.

- **Le niveau d'accompagnement de ces coopératives :**

En analysant les propos des interviewés, nous constatons que ces coopératives ont besoin d'un accompagnement notamment durant la période de démarrage pour assurer une pérennisation de l'activité économique de ces dernières. L'accompagnement de ces coopératives se fait à travers le renforcement des compétences de jeunes promoteurs, la gouvernance et le marketing. Cette thématique est très intéressante pour les jeunes promoteurs puisqu'elle permet de renforcer les capacités de ces coopératives et leur durabilité. Le niveau d'accompagnement par le conseil de la région de l'Oriental reste moyen selon les constations de ces coopératives. Certes qu'il y a un comité de suivi et d'évaluation qui exécutais des sorties sur le terrain pour évaluer l'existence de ces coopératives, mais ça reste une mission d'audit plus d'une mission d'accompagnement et d'orientation.

- **Les facteurs de l'inactivité des coopératives des jeunes promoteurs :**

Nombreuses sont les contraintes relevées par les interviewés. Il s'avère primordial de discuter en premier lieu la date de création de ces coopératives. La plupart de ces coopératives sont nouvellement créées (en 2018), nous pouvons constater que le rythme de création des coopératives augmente là où il y existe un programme des subventions ce qui peut amplifier l'esprit d'assistanat et de dépendance des coopératives vis-à-vis de l'État et des acteurs locaux. En fait, ces coopératives ne se créent plus spontanément, mais elles relèvent généralement d'une impulsion du conseil de la région de l'Oriental et des programmes de l'INDH. On observe donc, l'émergence des coopératives fantômes durant ces dernières années et partant l'apparition des coopératives qui n'ont exercé aucune activité dès leur création.

L'effet de la taille de la coopérative constitue également un enjeu majeur puisque la survie des coopératives est fonction de la taille en termes d'effectifs. Le nombre des adhérents des coopératives interviewées ne dépasse pas 6 adhérents pour chaque coopérative, ce nombre est reste faible. Dans une coopérative plus le nombre d'adhérents augmente, plus celle-là à des chances de ne pas sombrer dans l'inactivité.

L'absence des outils de gestion et de la bonne gouvernance constitue également la contrainte principale pour les jeunes ayant un manque d'expérience et un niveau d'études faible. La plupart des interviewés ont exprimé leur besoin réel des formations d'accompagnement dans ce sens. Ces formations doivent toucher notamment la gestion administrative de la coopérative et les techniques de gouvernance.

Dans le même cadre, parmi les grandes contraintes soulevées par les interviewés est l'absence d'une innovation sociale chez les coopératives qui sont créées dans la région de l'Oriental. La plupart des coopératives opérant dans le secteur de l'agriculture et créent les mêmes activités et projets ce qui engendre une concurrence entre elles.

L'absence d'infrastructure pour des coopératives installées dans les régions les plus défavorisées comme c'est le cas pour une coopérative qui ne démarre pas, depuis sa création à cause de l'absence d'électrification dans la zone où cette coopérative exerce son activité.

La crise sanitaire liée au Covid-19 constitue également un handicap réel, la majorité de ces coopératives sont créées ces trois dernières années avec la propagation de ce virus. Ces coopératives se sont trouvées face à la difficulté de démarrer leurs activités et de vendre leurs produits.

5.3. Les pistes d'amélioration

Afin de jouer pleinement leur rôle d'encadrement des activités, le secteur coopératif est appelé plus que jamais à fédérer autour des valeurs de solidarité, dès lors que la coopérative devient aujourd'hui un interlocuteur privilégié de l'administration. Cette entité entre dans les orientations stratégiques en matière de l'économie sociale et solidaire et de développement des activités génératrices de revenus.

A cet effet, nous avons proposé plusieurs actions envisageables en vue de sauver ce secteur :

- Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement des jeunes lors de la création de leurs coopératives et durant la phase de lancement de leurs activités.
- Renforcer la culture entrepreneuriale et de l'innovation sociale ;
- L'instauration d'une politique macro-économique nationale de promotion des coopératives, accompagnée d'une législation propice et d'un cadre institutionnel favorable, représente la condition sine qua non à l'émergence d'un tissu coopératif apte à faire face à la crise de chômage et par conséquent contribuer à la relance économique.

- Instaurer la bonne gouvernance coopérative à travers la mise en place d'un système transparent de normes, règles et démarche garantissant la souveraineté des droits de ses membres.

Conclusion

Les résultats de notre recherche montrent que les coopératives des jeunes promoteurs souffrent encore d'une certaine fragilité et sont moins avancées par rapport aux autres grandes coopératives au niveau des autres régions. Ces coopératives manquent des outils de gestion et de gouvernance et ne disposent pas d'une vision globale à long terme.

Notre enquête qualitative conclue que les adhérents de ces coopératives manquent d'une expérience professionnelle. L'implication dans le projet de coopérative est motivée par le souci d'échapper au chômage ou par le souhait d'exercer une activité en situation d'indépendant (auto-emploi). L'esprit d'assistanat domine également, et les jeunes porteurs de projets de coopératives ne sont généralement pas conscients de l'utilité de l'étude préalable.

L'impact socioéconomique de ce secteur coopératif sur l'amélioration des conditions de vie de la population reste encore limité et ne contribuent pas véritablement à l'emploi des jeunes. Le chiffre d'affaires de ces coopératives reste faible notamment avec la crise sanitaire covid-19 et son impact sur les activités économiques. Toutefois, ces entités pourront constituer un refuge pour les jeunes en situation de chômage à travers la création des emplois via le développement des activités génératrices de revenus.

Sur le plan théorique, notre recherche a un apport dans les travaux empiriques cherchant à étudier la problématique de l'emploi des jeunes notamment dans la région de l'Oriental. Nos résultats préliminaires confirment en général le postulat du faible impact du secteur de l'ESS, en particulier les coopératives des jeunes promoteurs, sur l'emploi des jeunes, malgré les opportunités offertes par ce secteur.

Il y a lieu de signaler que la problématique de l'emploi des jeunes au sein de l'économie sociale et solidaire au Maroc est assez complexe et difficile à traiter. Le cadre réglementaire de l'ESS n'a pas encore vu le jour. Notre recherche ne prétend pas être concluante ni complète. Nous estimons que cette tentative de recherche peut constituer un point de départ pour d'autres recherches similaires sur d'autres secteurs d'activité ou des études comparatives afin de déterminer les différences et les similarités entre le contexte marocain et celui d'autres pays.

Références bibliographiques

ACHOUR, H. (2018), «L'émergence d'une économie sociale et solidaire au Maroc à la lumière des théories du troisième secteur», mémoire de master, HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège.

- AHNACH, A., RACHIDI, L. (2020), « L'économie sociale et solidaire et emploi des jeunes : étude exploratoire et qualitative des coopératives de pêche artisanale au niveau de la région d'Agadir ». *Repères et Perspectives Economiques*, vol. 4, n° 2, p. 119-140.
- ASKOUR, K., SADIK, P. Y. (2020), « L'économie sociale et solidaire au Maroc : enjeux et perspectives pour les territoires en mal de développement ». *Revue tunisienne des sciences du travail*, N° 32, p. 27-43.
- ATTOUCH, H. (2011), « Économie solidaire et développement humain territorial ». *Actes des 3èmes Rencontres des Initiatives Citoyennes Euro-méditerranéennes*, El Jadida, Maroc, p. 69-78.
- BASSI, S. (2020), « L'économie sociale et solidaire : Une alternative pour développer autrement ? » *travail & développement revue tunisienne des sciences du travail*, N° 32, p. 89-103.
- BELMAATI, H. (2018). « La contribution de l'économie sociale et solidaire pour une croissance inclusive au Maroc ». *Revue Marocaine de Recherche en Management et Marketing*, vol. 10, n° 2, p.413-429.
- EL HARRAK, N., SMOUNI, R. (2019). « Economie Sociale et Solidaire : un levier de promotion d'emploi pour une Croissance Inclusive au Maroc–Cas des coopératives marocaines ». *International Journal of Management Sciences*, vol. 2, n°3, p. 480-495.
- EL MAJIDI, B., ZENASNI, M. (2021). «L'effet de la régionalisation avancée sur le tissu coopératif : Cas de la région de l'Oriental ». *Alternatives Managériales Economiques*, vol. 3, n° 1, p. 425-444.
- Mokhtari, F., Aitziane, K. «Emergence des pratiques sociales et solidaires: Défis et espoirs de l'économie sociale et solidaire dans les pays arabes». *Rapport Recherche. Centre Universitaires de Mascara, Algérie*, 13 p.
- IBOURK, A. (2014). «L'entrepreneuriat coopératif, un enjeu pour l'emploi des jeunes diplômés marocains». *Entreprendre Innover*, vol. 1, p. 107-124.
- SADDIKI, A. (2018), «Etat des lieux du cadre juridique et instances de l'économie sociale et solidaire au Maroc», *International Journal of Scientific & Engineering Research*, vol. 9, n° 5, p. 669-684.
- Yahyaoui, Y., Bentahar, H. : « Evolution historique de l'économie solidaire » *Année 2011*.